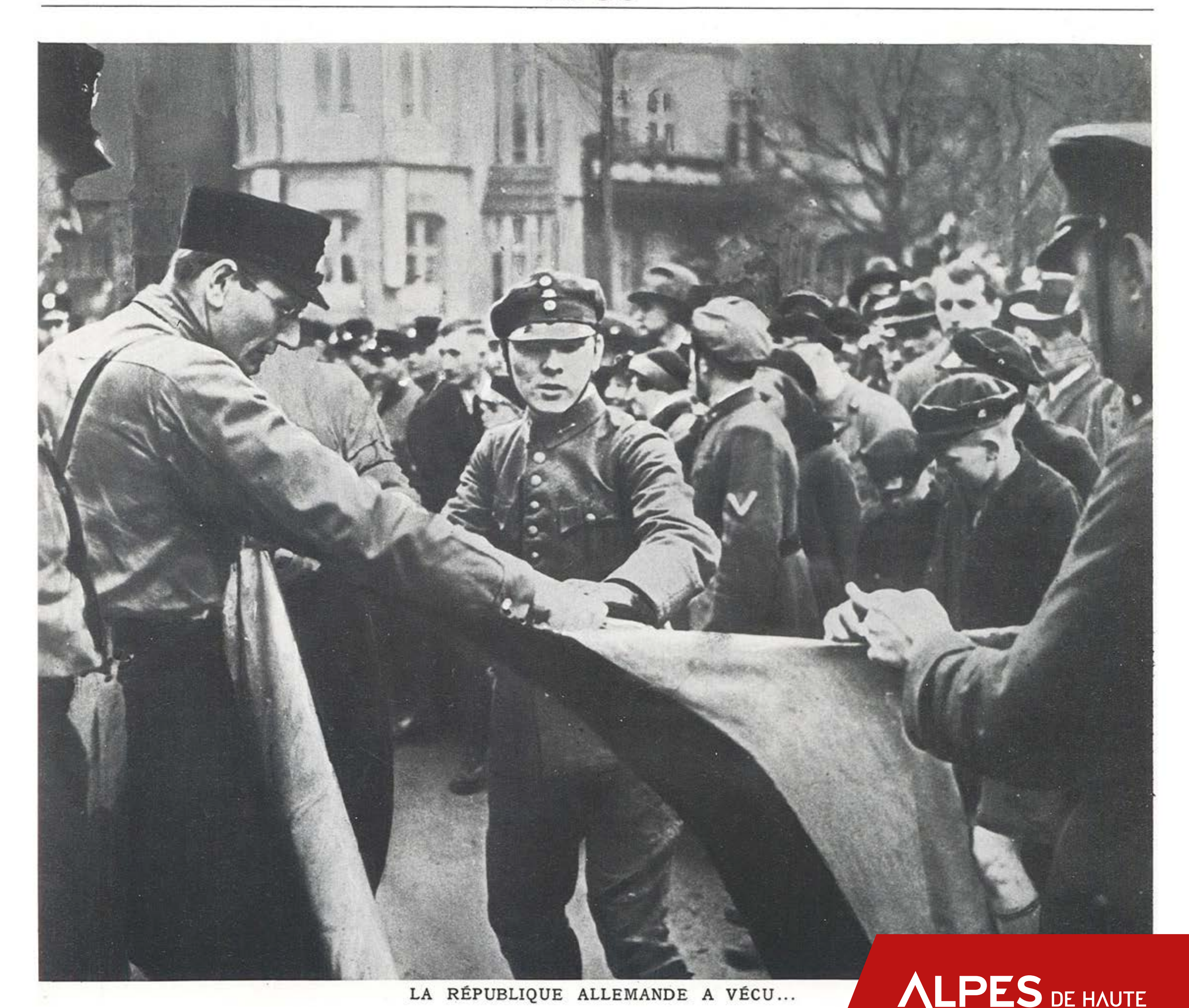
ARCHI'CLASSE N° 45
MARS 2023

ARCHIVES 04
DÉPARTEMENTALES

30 JANVIER 1933
LA PRISE DU POUVOIR PAR LES NAZIS EN ALLEMAGNE


L'ILLUSTRATION
JOURNAL UNIVERSEL
1933

LA RÉPUBLIQUE ALLEMANDE A VÉCU...

ALPES DE HAUTE PROVENCE
LE DÉPARTEMENT

LA RÉPUBLIQUE ALLEMANDE A VÉCU...

Nationaux-socialistes et Casques d'acier déchirant un drapeau républicain devant l'hôtel de ville de Hambourg.

HITLER CHANCELIER DU REICH

Un événement « considérable » s'est produit en Allemagne le 30 janvier : Adolphe Hitler a été nommé chancelier du Reich. Il aura pour principal collaborateur M. von Papen, avec le titre de vice-chancelier et de commissaire du Reich en Prusse. L'intérieur revient à M. Frick, l'un des principaux lieutenants d'Hitler ; le portefeuille de l'Économie et de l'Alimentation à M. Hugenberg, chef du parti nationaliste, celui des Finances au comte Schwerin von Krosigk et celui des Affaires étrangères au baron von Neurath, qui en étaient déjà les titulaires ; le ministère du Travail à M. Seldte, chef de l'organisation des Casques d'Acier. M. Goering, président du Reichstag, devient ministre sans portefeuille. Le général von Blomberg remplace à la tête de la Reichswehr le général von Schleicher, mais sa désignation n'a pas de signification particulière.

C'est là le résultat d'une crise politique qui était latente depuis plusieurs semaines et qui a éclaté le 28 janvier par la démission du général von Schleicher. Quelques jours avant la rentrée du Reichstag, fixée au 31, le chancelier avait eu, en effet, un long entretien avec le maréchal Hindenburg, auquel il avait demandé de lui renouveler ses pleins pouvoirs et de lui remettre le décret de dissolution de l'assemblée dont il pourrait user, le cas échéant, pour répondre à une motion de méfiance. Mais le maréchal-président avait refusé et le général von Schleicher, en résignant alors ses fonctions, lui avait lui-même indiqué que la logique de la situation désignait Hitler comme chancelier.
Le général von Schleicher a été victime des inquiétudes qu'il donnait aux milieux conservateurs par ses conceptions syndicalistes, et aussi de l'action persévérante exercée sur le maréchal Hindenburg par son entourage pour qu'il revînt à la pratique constitutionnelle normale et confiât le pouvoir au chef du parti numériquement le plus fort du Reichstag. Malgré toutes ses préventions contre Hitler, le maréchal finit par céder.

La composition du nouveau ministère atteste qu'il aura l'appui non seulement des nationaux-socialistes, mais aussi des nationalistes pangermanistes du parti Hugenberg. Pour ce qui est du centre catholique, la question est plus douteuse, car il ne compte parmi ses membres aucun représentant de ce parti. Les catholiques ont même une vieille rancune contre M. von Papen, qu'ils ont exclu de leur sein depuis qu'il a renversé le chancelier Bruning. Si le centre ne vote pas pour lui ou, tout au moins, ne le tolère pas, le cabinet d'Hitler devra être, comme les précédents, un cabinet « présidentiel » sans majorité parlementaire.

On ne saurait méconnaître l'importance capitale que l'arrivée Hitler à la chancellerie peut avoir sur la politique internationale. Mais il y a longtemps qu'en matière de politique étrangère l'Allemagne s'inspirait des directives hitlériennes, et Hitler lui-même ne pourra sans doute se montrer plus nationaliste que ses prédécesseurs immédiats. Son ascension, que certains voulaient croire arrêtée, reprend de plus belle, mais il ne bornera pas sans doute ses ambitions au poste de chancelier et il attend le moment où, par la disparition du maréchal Hindenburg, s'ouvrira pour l'Allemagne une crise plus décisive encore.

R. L

1ère, 2ième et 4ième de couverture : Arch. dép. AHP, 4 00 103-15, *L'illustration, journal officiel,* pages 30

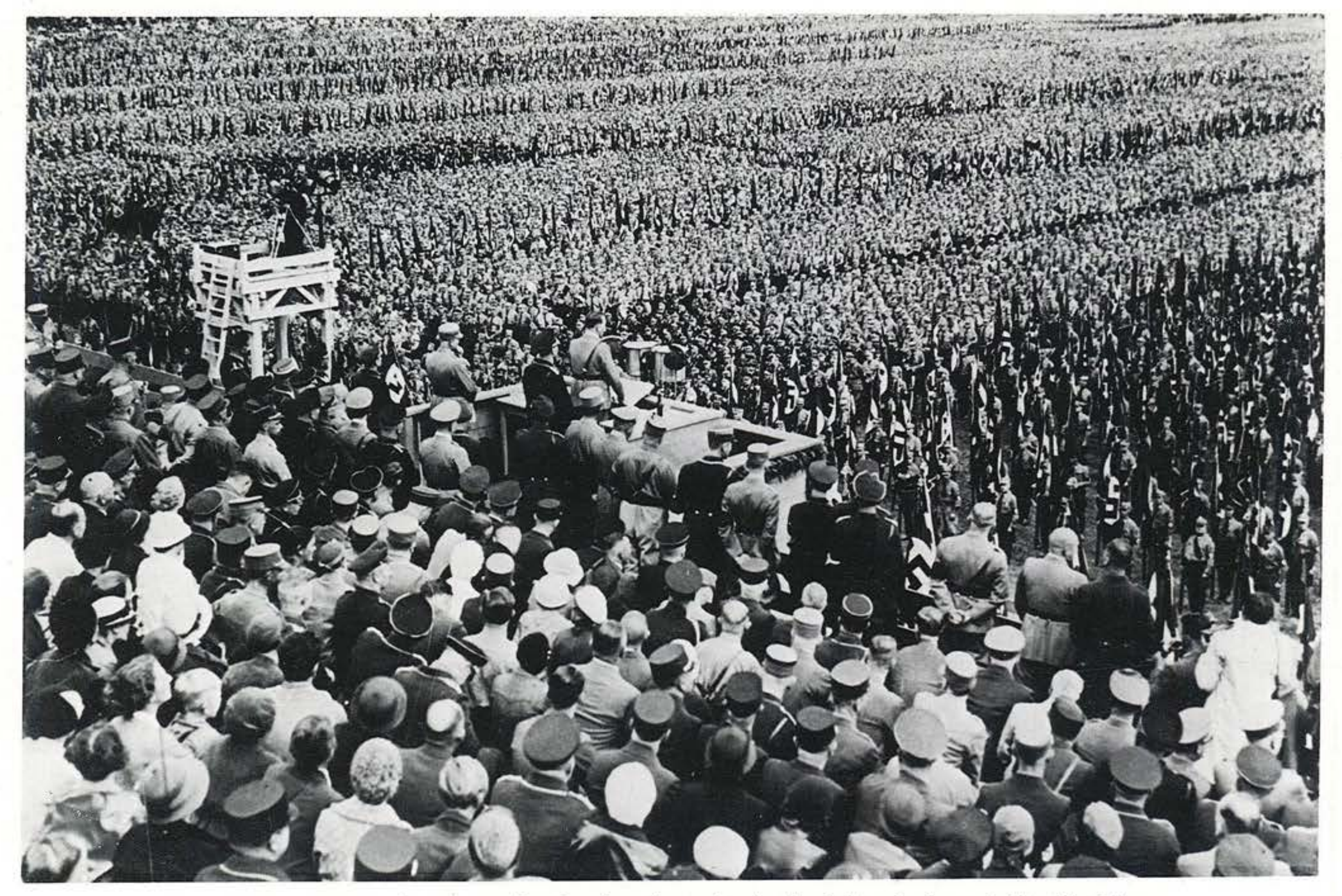
SOMMAIRE



A travers les rues de la ville : le défilé, par rangs de douze, des sections d'assaut allant chercher leurs étendards.



Adolphe Hitler et le capitaine Rœhm, commandant en chef les forces nazistes, arrivant devant le monument aux Morts érigé au Luitpoldheim.



Le « Führer » harangue les 160.000 fonctionnaires du parti national-socialiste réunis sur le Zeppelin Wiese, vaste prairie à 20 kilomètres de la ville.

EN ALLEMAGNE : LA GRANDE MOBILISATION DES TROUPES HITLÉRIENNES A NUREMBERG

Arch. dép. AHP, 4 00 103-15, L'illstration, journal universel, 1933, page 40

Présentation

Née de l'effondrement de l'Empire allemand, la République de Weimar doit endosser les conséquences de la défaite de 1918 et signer le Traité de Versailles. Elle parvient à instaurer une démocratie mais, touchée à partir de 1930 par la grande dépression mondiale, elle se montre incapable de s'opposer à la montée du nazisme.

Après avoir adhéré en 1919 au Parti ouvrier allemand, un groupuscule ultranationaliste, Adolf Hitler en prend la tête : le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) est né. La première tentative de s'emparer du pouvoir échoue avec le putsch manqué de 1923, tenté par Hitler à la faveur de l'inflation qui met alors le pays à genoux. Après quelques mois de prison et la rédaction de *Mein Kampf*, Hitler sait qu'il devra affronter la République sur le terrain électoral.

Ce sont les conséquences de la crise économique des années 1930, quand l'Allemagne subit de plein fouet le contrecoup du krach boursier de Wall Street à New-York en octobre 1929, qui vont permettre à Hitler d'utiliser à son profit le ressentiment de la population allemande à l'égard d'un régime républicain totalement discrédité.

C'est donc par les voies légales qu'Hitler prend le pouvoir. Si le parti est en perte de vitesse depuis les élections législatives du 6 novembre 1932 qui lui ont valu 33,1 % des suffrages au lieu de 37,3 % en juillet, il reste le premier parti au Reichstag. Hitler est donc nommé chancelier par le président Hindenburg le 30 janvier 1933.

Dès lors et en quelques mois, l'Allemagne est mise au pas : Hitler asseoit sa dictature. Dissous le 1er février, le Reichstag est incendié le 27, ce qui donne au chancelier le prétexte pour supprimer les libertés individuelles. Dès mars, Hitler obtient les pleins pouvoirs et en quelques mois, les partis politiques disparaissent en Allemagne, ce qui permet au parti nazi de devenir officiellement parti unique en juillet. En avril, des violences anti-juives ont déjà débuté et des magasins juifs sont désormais boycottés.

La presse bas-alpine début des années 1930

En ce début des années 1930, une petite dizaine de journaux que l'on peut considérer d'information générale paraissent dans le département des Basses-Alpes. La moitié sont des hebdomadaires. Beaucoup se proclament défenseurs des « intérêts démocratiques » *(L'Alpin, Le Bas-Alpin)* ou « organes de l'arrondissement » (*Le Journal de Barcelonnette*) ou encore des « intérêts du département » (*Le Journal des Basses-Alpes*) : cette presse provinciale revendique évidemment son ancrage local et répond aux attentes d'un lectorat qui attend les nouvelles de son environnement proche.

Étudier la prise en compte, le point de vue sur un événement aussi important pour l'histoire de l'Europe que l'accession au pouvoir du parti nazi en Allemagne est contraint par un autre écueil : le caractère incomplet des collections de presse conservées aux Archives départementales, de nombreuses lacunes sont en effet à déplorer.

L'analyse de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler s'est donc centrée sur trois périodiques :

- ***Le Journal des Basses-Alpes***, hebdomadaire, anciennement *L'Ami de l'ordre – Journal des Basses-Alpes* depuis 1850 et paraissant sous ce nom à partir de 1870. Organe de presse généraliste, très centré sur les actualités bas-alpines, il reproduit toutefois des articles d'information internationale de *L'Éclaireur de Nice et du Sud-Est* : ce qui est d'autant plus intéressant que ce journal est lacunaire pour les années 1930-1934 dans les fonds des Archives ;

- ***Le Journal de Barcelonnette***, hebdomadaire de l'arrondissement de la commune ubayenne ;

- ***Le Travailleur des Alpes***, parution hebdomadaire également, qui est le seul à afficher une orientation résolument politique en tant qu'organe de la fédération SFIO[1] du département.

[1] *SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière.*

ANNONCES
Réclames . . 1 fr. 50
Judiciaires . 1 fr. 50

ABONNEMENTS
Départ. . . 12 fr.
Extérieur. 15 fr.

A Digne : Au Bureau du Journal.
A Paris : A l'Agence Havas, 62, rue de Richelieu.

LE JOURNAL
des Basses-Alpes
Organe des Intérêts du Département. - Journal d'Annonces Légales

L'hebdomadaire publie quelques articles sur l'Allemagne entre février et mai 1933.
Ils sont tous issus de *L'Éclaireur de Nice et du Sud-est*, autoproclamé « Journal républicain quotidien » . Ici, l'accession au pouvoir du parti nazi n'est exposé qu'au prisme des risques qu'elle entraîne pour la paix en Europe en général et en France en particulier.

La question centrale reste le respect des « traités », en particulier celui de Versailles, qui ont mis fin à la Première Guerre mondiale. Traités qu'Hitler s'apprête à jeter aux orties, ce que l'hebdomadaire comprend rapidement. Il insiste sur le fait que la France ne doit pas « capituler » devant la menace et surtout ne pas être tentée par l'« apaisement ».

En revanche, peu d'informations sur les problèmes de politique intérieure en Allemagne : la mise en place de la dictature, parallèlement à la suppression rapide des libertés et de la démocratie en Allemagne. Tout juste est-il question des « excès antisémites » des « Hitlériens » : aucune analyse ni mise en perspective ne permettent au lecteur de comprendre de quoi il s'agit.

La Politique Extérieure et la Déclaration Ministérielle

Les quelques phrases de la déclaration ministérielle consacrées à la politique extérieure du nouveau Gouvernement ne semblent pas avoir attiré beaucoup l'attention des députés, préoccupés par la perspective d'une nouvelle crise gouvernementale que l'attitude des socialistes semble rendre inévitable.

Il n'y a du reste, aucune indication nouvelle dans le document ministériel sur l'attitude de la France en face des vastes problèmes que pose la situation extérieure. Pas la moindre allusion à l'avènement au pouvoir d'Adolf Hitler. Or, celui-ci ne se gêne pas pour proclamer que l'Allemagne armera et surarmera envers et contre tous. Le nouveau chancelier du Reich a déclaré aux journalistes italiens de Berlin qu'un des buts de sa politique sera de lier ses efforts à ceux de l'Italie pour arriver à la revision des traités.

Arch. dép. AHP, Per 504, *Le Journal des Basses-Alpes*, 5 février 1933

LA FRANCE ne doit pas capituler

Nous voici arrivés au point culminant des négociations de Genève sur le désarmement. La situation est dramatique. Il s'agit de savoir si la France capitulera devant la menace conjuguée de Hilter et de Mussolini.

A nos côtés se tiennent et demeureront fermes, si nous savons résister, la Petite Entente et la Pologne. Si nous lâchons pied, ces nations pourront être amenées à prendre une grave décision.

Leurs Gouvernements estiment, en effet, qu'on peut encore, actuellement, avoir raison de l'Allemagne et de l'Italie, mais que dans un an ou deux ans la situation serait retournée.

Selon sa méthode, M. Mac Donald s'efforce de jouer le rôle d'arbitre. Mais son arbitrage tend à s'exercer de telle façon que, une fois de plus, la France serait appelée à faire tous les frais d'un apaisement au surplus très aléatoire. Car si nous accordons à l'Italie la parité navale et à l'Allemagne l'égalité des armements, sans garanties de sécurité, il n'est pas du tout certain que ces deux pays abandonneront leurs autres revendications. Au contraire, on peut être assuré que l'Allemagne voudra, tout de suite après, la revision des frontières en commençant par le « corridor » de Dantzig pour finir par Eupen, Malmédy et enfin l'Alsace.

Allons-nous reculer pour plus sûrement sauter ou bien, mettant M. Mac Donald au pied du mur, allons-nous l'obliger à prendre nettement parti pour ou contre nous dans une question que nous considérons comme vitale ?

On dit que M. Mac Donald[1] est lié avec Berlin par d'anciennes promesses : mais M. Mac Donald n'est pas toute l'Angleterre.

Quoi qu'il en soit, le compromis que le Premier britannique va proposer est inacceptable pour la France.

Il faut qu'on le sache. Et peut-être le chef de notre Gouvernement, que l'on sollicite d'aller à Genève signer la capitulation, serait-il bien inspiré en proclamant, avant qu'il soit trop tard, qu'il refuse de faire le voyage, et pourquoi il refuse. C.

L'Eclaireur de Nice.

[1] James Ramsay Mac Donald est 1er ministre travailliste au Royaume-Uni de 1929 à 1935. Il forme un gouvernement de coalition avec une majorité de conservateurs en 1929, ce qui conduit à son exclusion du parti travailliste. Il forme alors son propre parti, le parti national travailliste.

Arch. dép. AHP, Per 504, *Le Journal des Basses-Alpes*, 19 mars 1933

Avant l'Offensive conjuguée de Berlin et de Rome

Les incidents qui se sont produits à Genève, dans deux comités chargés d'étudier le plan de désarmement, sont significatifs. Hier, les delégués allemand et italien quittaient le comité des effectifs, aujourd'hui la même manœuvre s'est produite au comité de la fabrication des armes et munitions de guerre. En eux-mêmes, ces incidents n'ont pas une grande importance, mais ils prouvent nettement que Berlin et Rome ont engagé la partie en vue du sabotage de la Conférence sur le désarmement.

La collusion entre l'Italie et l'Allemagne est depuis longtemps connue, avouée. Elle s'affirme, maintenant, dans un parallélisme de l'action diplomatique. Et il faut s'attendre à ce qu'elle éclate bientôt dans l'offensive prévue contre les traités. Toute la question est de savoir si le Gouvernement français est prêt à supporter le choc, à faire face à l'attaque conjugée de Rome et de Berlin, à déjouer la manœuvre combinée, à résister au bluff qui sera plus grand si quelque faiblesse se manifeste de notre côté.

On semble, à ce sujet, tabler beaucoup, en France, sur un revirement qui se serait produit en Angleterre, à la suite des excès antisémites auxquels se livrent les hitlériens. Il ne faudrait pas se faire trop d'illusions à ce sujet. Si, en effet, l'opinion publique, en Angleterre, comme ailleurs, est indignée, rien encore n'est venu indiquer que l'attitude de Mac Donald se soit modifiée.

M. Titulesco, arrivé à Paris, verra M. Daladier et M. Paul Boncour. Le ministre des Affaires étrangères roumain est un des animateurs de la Petite Entente et un grand ami de la France. Sans doute, après les entretiens qu'il va avoir, le Gouvernement français sera-t-il amené à prendre officiellement position en ce qui concerne le plan Mussolini.

C.

L'Eclaireur de Nice.

Arch. dép. AHP, Per 504, *Le Journal des Basses-Alpes*, 2 avril 1933

*
* *

Voyez l'Allemagne, elle est tombée avec Hitler au ban des Nations. Ce demi-fou, qui a quitté la brosse du peintre en bâtiments pour le sceptre, qui gouverne sans aucun contrôle, par la terreur la plus hideuse, traquant, incendiant, pillant, condamnant, assassinant, fait regretter l'Allemagne du Kaiser et des hobereaux. La plus effroyable misère n'a cessé d'y régner. Les chemises brunes et leurs séïdes seuls y vivent, tout le reste de la population crève de misère et de faim.

Le pays de la social-démocratie adore et se tait.

Prenez la Russie ; sous une dictature pourtant prolétarienne, ne souffre-t-elle point durement d'un régime qui devait apporter le bonheur complet à toute la classe des travailleurs de l'usine et des champs. Tout s'en est mêlé pour l'accabler : sécheresse, famine, épidémies. Si quelques privilégiés peuvent y vivre malgré tout, c'est partout la souffrance et la mort.

Voilà pour les pays soumis à la Dictature.

*
* *

Arch. dép. AHP, Per 504, *Le Journal des Basses-Alpes*, 20 août 1933

LE JOURNAL DE BARCELONNETTE

Cinquantième Année - N° 4 — 20 Centimes — Dimanche 22 Janvier 1933

JOURNAL DE BARCELONNETTE

ORGANE RÉPUBLICAIN DE L'ARRONDISSEMENT

HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE DIMANCHE

Dans la bien-nommée rubrique « les faits », l'hebdomadaire rend compte des événements européens en quelques lignes et en les présentant d'une manière *a priori* strictement factuelle, ce qui n'empêche pas la volonté de montrer leur gravité. Ces entrefilets s'accompagnent, au gré de l'actualité, d'articles plus fournis où les journalistes proposent la mise en perspective nécessaire : les lecteurs ubayens peuvent prendre la mesure de l'importance des événements d'outre-Rhin.

En effet, de la fin janvier jusqu'à l'été 1933, le journal informe régulièrement son lectorat de la succession des faits qui conduisent à la mise en place de la dictature nazie. Le « régime de terreur » mis en place par le nouveau gouvernement est signalé dès les premiers jours de février. Dès mars également, un éditorial s'interroge sur les raisons de la victoire électorale du parti d'extrême-droite, tout en soulignant que cet électorat ne représente pas « toute » l'Allemagne.

—«O»—

En Allemagne les élections de la Lippe ont marqué pour les Hitlériens un succès inattendu. L'intransigeance d'Hitler s'en est trouvée renforcée et les efforts du chancelier von Schleicher pour se constituer une majorité au Reichstag semblent voués à l'échec. On parle d'une dissolution du Reichstag, mais le chancelier von Schleicher, combattu à outrance par les milieux agricoles et industriels, n'est pas sûr de l'appui du président Hindenburg.

—«O»—

Arch. dép. AHP, Per 531,
Le Journal des Basses-Alpes, 22 janvier 1933

—«O»—

Le chancelier Hitler a obtenu du maréchal Hindenburg la dissolution du Reichstag. Les élections auront lieu le 5 mars.

Des mesures draconiennes ont été prises à l'égard de la presse. Journaux socialistes et communistes sont également saisis.

Le Landtag prussien a été dissous et le gouvernement prussien destitué et remplacé par des hommes de confiance d'Hitler.

Dans toutes les administrations, les fonctionnaires dont les dispositions paraissent douteuses sont destitués.

Dans toutes les villes, les organisations hitlériennes font peser sur leurs adversaires un régime de terreur. Les collisions sont nombreuses : il y a quantité de morts et de blessés.

Arch. dép. AHP, Per 531,
Le Journal des Basses-Alpes, 12 février 1933

LES FAITS

Le président Hindenburg ayant refusé au chancelier von Schleicher les pleins pouvoirs que celui-ci lui demandait, le cabinet a donné sa démission. Pour le remplacer, le président du Reich a fait appel à M. Hitler qui a pris pour collaborateurs M. von Papen, le prédécesseur du général von Schleicher, et M. Hugenberg, chef des nationalistes.

Le nouveau cabinet, qui ne pouvait compter sur une majorité au Reichstag, a obtenu du président un décret de dissolution.

L'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler a soulevé l'enthousiasme de ses partisans en même temps que les inquiétudes des démocrates. De nombreuses bagarres se sont produites dans toute l'Allemagne. L'opinion étrangère, notamment en Angleterre, se montre préoccupée de ce que fera le nouveau gouvernement.

Arch. dép. AHP, Per 531,
Le Journal des Basses-Alpes, 5 février 1933

—«O»—

Le régime qu'Hitler impose à l'Allemagne est de plus en plus draconien. Les collisions sont incessantes entre nazis et communistes. Il y a des victimes nombreuses. Le nouveau chancelier épure rigoureusement l'administration et la police qu'il peuple de ses créatures. Il annonce que quel que soit le résultat des élections, il restera en place. Des efforts sont faits pour opposer un front uni aux hitlériens ; mais la querelle entre communistes et socialistes a jusqu'ici empêché le succès de ces tentatives.

—«O»—

Arch. dép. AHP, Per 531,
Le Journal des Basses-Alpes, 19 février 1933

LES FAITS

Un incendie a détruit la majeure partie du palais du Reichstag à Berlin. L'incendiaire, un jeune hollandais nommé Van der Lugge a été arrêté sur place et a fait des aveux. Il a déclaré appartenir au parti communiste. Aussitôt le gouvernement a pris des mesures draconiennes contre les communistes et les socialistes, arrêtant leurs chefs, saisissant leurs journaux et leurs brochures électorales. La police a publié un communiqué annonçant que l'incendie du Reichstag devait donner le signal de l'explosion d'un immense complot communiste.

Les partis d'extrême-gauche prétendent que les affirmations de la police ne répondent à aucune réalité, que Van der Lugge, qui a été expulsé du parti communiste hollandais, comme agent provocateur, n'a été qu'un instrument dont le gouvernement s'est servi pour justifier, à l'approche des élections, des mesures de répression impitoyables contre ses adversaires.

—«O»—

Arch. dép. AHP, Per 531,
Le Journal des Basses-Alpes, 5 mars 1933

—«O»—

L'ouverture à Potsdam du nouveau Reichstag a donné lieu à de grandes manifestations dans tout le Reich. Le gouvernement Hitler a obtenu par 441 contre 94 les pleins pouvoirs qu'il réclamait. L'assemblée a ensuite été ajournée.

—«O»—

Les sévices contre les Israélites continuent en Allemagne ne la part des Hitlériens. Une violente campagne de protestation se développe en Angleterre, aux Etats-Unis et dans divers autres pays. Le gouvernement allemand déclare qu'il s'agit d'une campagne factice déchainée par les ennemis de l'Allemagne.

—«O»—

Arch. dép. AHP, Per 531,
Le Journal des Basses-Alpes, 2 avril 1933

—«O»—

Le gouvernement allemand a pris des décrets supprimant toutes les libertés politiques des Etats et constituant définitivement le Reich en un état centralisé. C'est un événement considérable qui achève l'œuvre de Bismarck.

Une certaine atténuation est apportée dans les mesures légales prises contre les israélites. Evidemment le gouvernement, tout en ménageant les passions antisémites de ses partisans, craint les conséquences du mouvement d'indignation qui avait éclaté dans tous les pays civilisés.

—«O»—

Arch. dép. AHP, Per 531,
Le Journal des Basses-Alpes, 16 avril 1933

—«O»

Les partis allemands ont tous, officiellement ou virtuellement, cessé d'exister pour se fondre dans le parti social-nationaliste qui subsiste seul.

Des arrestations nombreuses continuent à être opérées parmi les dissidents, notamment parmi les catholiques.

A la suite d'une entrevue entre le président Hindenburg et le chancelier Hitler, celui-ci a exprimé sa volonté de ne pas déclencher la seconde vague révolutionaire qui était prévuè. Cette attitude constitue un triomphe pour les éléments purement nationalistes du parti hitlérien.

—«O» —

Arch. dép. AHP, Per 531,
Le Journal des Basses-Alpes, 9 juillet 1933

Le parti national-socialiste a tenu à Nuremberg un congrès de « la victoire ». Le chancelier Hitler qui, présidait, a prononcé plusieurs discours exaltant le national-socialisme et préconisant l'emploi de la terreur contre ses adversaires. Il a passé en revue les formations hitlériennes qui groupaient 200.000 hommes.

—«O»—

Arch. dép. AHP, Per 531,
Le Journal des Basses-Alpes, 10 septembre 1933

LE TRAVAILLEUR DES ALPES



LE TRAVAILLEUR DES ALPES

ADMINISTRATION RÉDACTION, PUBLICITÉ : Bd Latourrette FORCALQUIER

Abonnement Un an............ 15 Franc

Ch. Postaux : Marseille 13-80 Télép.

SOCIALISME

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DES BASSES-ALPES (S.F.I.O.) | DIRECTEURS : CH. BARON ET LOUIS GARDIOL, DÉPUTÉS

La prochaine guerre sera beaucoup plus une extermination en masse de la population civile qu'une lutte entre deux armées.

Général Von Altrich (Militaerwochenblatt)

Sur une ligne résolument de gauche, « L'Organe hebdomadaire de la fédération socialiste des Basses-Alpes » énonce dès février ce qui est, selon lui, à l'origine de la victoire des nazis : la misère, l'exploitation de la classe ouvrière mais aussi les clauses humiliantes du traité de Versailles. Il reste toutefois persuadé du sursaut inévitable du prolétariat allemand, s'il sait joindre les forces des socialistes et des communistes.

Cette publication informe également au printemps son lectorat des persécutions que subissent les Juifs allemands et l'incite à s'engager auprès de la LICA[1]. Les lecteurs peuvent également prendre conscience de la réalité de la violence du régime qui laisse les SA[2] se livrer à toutes sortes d'exactions.

En mars 1933, les pleins pouvoirs sont confiés à Hitler par une écrasante majorité des députés du Reichstag. Tout en se félicitant que la petite centaine de voix contre ait été celles des sociaux-démocrates, l'hebdomadaire cherche un équivalent à ce naufrage : ici, l'assemblée n'a pas été dispersée par la force mais s'est fait « hara-kiri », selon son expression.

[1] D'abord Ligue internationale contre les pogromes en 1927, l'association devient en février 1929 la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA). Elle prend le nom de LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) en 1979. Source : https://archives.licra.org/

[2] Abréviation de l'allemand Sturmabteilung, section d'assaut : Formation paramilitaire du parti nazi.

HITLER
Chancelier

Adolf Hitler chancelier ! la canaille fasciste au pouvoir !.., Voilà qui en dit long sur l'état matériel et moral où la défaite militaire, centuplée dans ses maléfices par les clauses d'un traité de paix fondé sur l'idée barbare d'expiation, a conduit l'allemagne de Gœthe et de Schiller, de Liebknecht et de Bebel.

Sur Hitler et sur l'hitlérisme, on n'a jamais rien dit de mieux que l'illustre savant Einstein, à savoir que si le national-socialisme a fait fortune, c'est en battant la générale « sur le ventre affamé de l'Allemagne ».

Le peuple allemand tout entier, à l'exception d'une infime minorité d'exploiteurs, souffre. Huit millions d'ouvriers en chômage ; les classes moyennes détruites, prolétarisées ; une industrie, une agriculture, des Etats et des villes criblés de dettes ; le souvenir de désastres et d'humiliations sans précédent dans l'histoire du pays de la guerre de Trente ans ; aucune chance, pense chacun de sortir de la situation présente autrement que par un formidable coup d'épaule... ou de tête dans le mur... L'hitlérisme dès hier à la solde de la grande industrie et allié aujourd'hui à l'Allemage des junckers représentée par Von Papen, a exploité cyniquement tous ces facteurs de perturbation et de violence, tandis que le monde laissait faire : qui donc songe aujourd'hui à la misère d'autrui, si ce n'est à l'occasion pour en tirer parti ? Chacun pour soi — et le fascisme pour tous !

Arch. dép. AHP, Per 556,
Le Travailleur des Alpes, 18 février 1933

Les fascistes allemands emploient les mêmes méthodes que les fascistes italiens : le pillage et l'assassinat. Soyons persuadés que les fascistes français n'agiraient pas autrement si nous avions la faiblesse de les laisser arriver au pouvoir.

Arch. Dép. AHP, Per 556,
Le Travailleur des Alpes, 11 mars 1933

" Union contre Hitler "

Au moment où Hitler persécute les minorités allemandes, marxistes et juifs, nous nous permettons de rappeler à tous ceux qui se réclament de la liberté, de l'égalité et de la justice l'existence de la « Ligue internationale contre l'antisémitisme ». Cette association s'efforce de grouper tous les citoyens qui s'indignent des procédés barbares mis en œuvre par les sectaires hitlériens et se refusent à reconnaitre les dangereux principes de l'inégalité des races. La L.I.C.A. coordonne les protestations de nos partisans et leur donne le retentissement nécessaire en organisant dans tous les pays des meetings de protestation et en recommandant le boycottage des produits allemands. Elle publie en outre un grand journal mensuel « Le droit de vivre » auquel tous les membres de la ligue sont abonnés.

Lecteurs du « Travailleur » manifestez nous votre sympathie en vous inscrivant à la L.I.C.A. (cotisation 20 francs, comprenant l'abonnement au journal) Pour renseignements complémentaires, veuillez écrire à l'adresse suivante : L.I.C.A., 27, Rue du Château-d'eau, Paris, Xme.

Arch. dép. AHP, Per 556,
Le Travailleur des Alpes, 20 mai 1933

La Dictature Hitlérienne

C'en est fait. Après une parade de théâtre et quelques heures de séance — je ne dirai pas de débat — le Reichstag s'est ajourné. Pour un mois, pour un an, pour quatre ans, cela dépendra du Maître. Le droit de convocation n'appartient plus qu'à lui seul. Jusqu'au jour incertain d'une session nouvelle, le Maître dispose de l'autorité souveraine. Le Reichstag lui a même, semble-t-il, délégué plus de pouvoirs qu'il n'en possédait lui-même. En même temps la réalité du pouvoir exécutif est transférée du Maréchal Hindenburg, président nominal d'Empire, au Maître effectif. La dictature est personnelle, puisque la loi de pleins pouvoirs ne peut bénéficier qu'au seul Hitler, qu'elle cesserait de porter effet si par aventure Hitler était remplacé à la Chancellerie. En même temps que la dictature est personnelle, elle est totale. Mussolini lui-même ne disposait pas de cet empire sans limite, puisqu'à côté de lui subsistaient et subsistent encore un Roi et une armée qui reconnaît le Roi pour son chef.

Je cherche sans trouver de réponse, si l'histoire offre un précédent à ce cas extraordinaire. On a déjà vu des 18 Brumaire et des 2 décembre, c'est-à dire des assemblées chassées ou dissoutes par la force. En avait-on vu qui prononçassent elles-mêmes leur propre annulation. Ce suicide, ce karakiri d'une assemblée souveraine, s'immolant, à peine née, sur l'autel du dictateur, qui n'aura usé de sa souveraineté que pour s'en dépouiller, qui n'aura vécu que le temps de se supprimer elle même... quel spectacle ! Et j'ai beau chercher, je le répète, je ne vois pas d'exemple que les institutions parlementaires aient jamais été soumises à une si atroce dérision.

Je n'ai pas besoin de rappeler j'imagine, que le groupe social-démocrate a voté unanimement contre la loi de pleins pouvoirs, après deux discours de Vogel et de Wels sur lesquels nous possédons peu de détails, puisque aucun journal socialiste ne parait plus en Allemagne, et que les télégrammes d'agences comme les journaux bourgeois sont soumis à une sévère censure de fait. J'aurai à revenir, et je le ferai avec une pleine indépendance d'esprit sur la position de la social-démocratie vis-à-vis du régime et du gouvernement raciste. Mais laissant de coté pour l'instant la social-démocratie on est bien obligé de constater qu'aucune autre formation politique n'a opposé de résistance à la saisie du pouvoir absolu par Hitler.

Les élus communistes ont été exclus du Reichstag d'un trait de plume. La plupart des chefs communistes sont en fuite ou en prison. Quelques uns ont été assassinés, d'autres ont été sauvagement torturés et l'on peut craindre encore pour la vie. Quelle a été la réaction des masses communistes, de ces millions de travailleurs communistes qui se groupaient encore, il y a un mois, autour du drapeau de la Troisième Internationale ? Les masses communistes n'ont opposé ni action de rue, ni grève, ni aucune forme quelconque de résistance. Il semble même — j'énonce le fait avec quelque précaution bien qu'il paraisse établi que le phénomène observé en Italie, il y a dix ans se reproduise, c'est-à-dire que de larges fractions des masses communistes se transportent d'un coup dans les cadres du racisme victorieux.

Arch. dép. AHP, Per 556, *Le Travailleur des Alpes*, 1er avril 1933

Le Fascisme assassin

Au cours de son émouvante intervention au Congrès de Paris, Vandervelde, président de la IIe internationale a fait le récit suivant de l'assassinat du député socialiste modéré allemand Stelling, victime, parmi des centaines d'autres, des assassins fascistes.

«L'assassinat du député Stelling est une des plus terribles atrocités commises ces temps derniers. Le 21 juin, des gens de la S.A. vinrent chercher Stelling à son domicile et le maltraitèrent. Ce 21 juin, une foule de fonctionnaires social-démocrates ont été arrêtés dans l'Allemagne entière. Stelling habitait à Kopenick une « colonie » où, lors d'une perquisition à domicile, à minuit, le fils du secrétaire syndical Schmaus avait tué de coups de fusil trois miliciens de la S.A., à la suite de quoi, les Schmaus père et fils avaient été assomés par les miliciens après avoir subi d'atroces traitements. En conséquence de ces évènements, une quarantaine de personnes furent arrêtées à Kopenick et, en partie, fort maltraitéées.

Stelling était de ceux qui furent le plus mal arrangés. Il fut emporté à l'hôpital, dit-on. Sa famille et ses amis, fort inquiets de son sort, ne réussirent pas à apprendre où il se trouvait, ni s'il était encore en vie. D'innombrables demandes restèrent sans réponse. Evidemment, à la police même, on ne savait pas ce qu'il était devenu. Les amis de Stelling décidèrent alors d'interroger le chef des S. A. en personne. Il déclara : « Monsieur Stelling a été blessé et puis congédié ». Un haussement d'épaules embarrassé, telle fut la réponse lorsqu'on demanda s'il était encore en vie...

« Stelling resta « disparu », jusqu'au moment ou, dans l'écluse de Zerpen, dans l'eau peu profonde, l'on trouva, cousu dans un sac, le cadavre d'un homme. L'habillement et une légitimation trouvée dans la poche du malheureux, permirent de l'identifier. Le visage était rendu méconnaissable par les plus affreuses brutalités. La veuve de Stelling fut avertie que le cadavre de son mari se trouvait à la morgue.

«Stelling était député au Reichstag, membre du comité directeur du Parti et du comité exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste. Il fut deux fois premier ministre de Mecklenbourg. Au cours de sa carrière politique il s'était fait bien des adversaires mais aucun ennemi personnel. Même ses adversaires politiques l'estimaient pour sa droiture inattaquable et son objectivité incorruptible.

« Le député Stelling n'a été assassiné — massacré et emporté comme un chien — que parce qu'il était «marxiste» et qu'il avait le malheur de demeurer dans le voisinage de la famille Schmaus.

« Tel est l'ordre créé par Adolf Hitler ! Et ce cas n'est pas le seul de son espèce. Tous les jours des personnes disparaissent, tous les jours l'on trouve des cadavres dans les bois et dans les rivières. A proximité de Berlin, ces derniers jours plusieurs cadavres ont été ainsi découverts — on ne sait jamais si un disparu ne va pas être retrouvé comme cadavre maltraité et caché par les chemises brunes».

Arch. dép. AHP, Per 556, *Le Travailleur des Alpes*, 22 juillet 1933

ARCHI'CLASSE N° 45
MARS 2023



30 JANVIER 1933
LA PRISE DU POUVOIR PAR LES NAZIS EN ALLEMAGNE

RÉALISATION DE LA PLAQUETTE

TEXTES ET CONCEPTION :
Sylvie Deroche, professeure d'histoire-géographie, chargée de mission au service éducatif des Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence.

RECHERCHES :
Sylvie Deroche
Lucie Chaillan et Bérangère Suzzoni, médiatrices du service éducatif des Archives départementales des Alpes de Haute-Provence.

CONCEPTION GRAPHIQUE :
Sébastien SCHMITT, service des publics des Archives départementales des Alpes de Haute-Provence.

RELECTURE :
Jean-Christophe Labadie, directeur des Archives départementales des Alpes de Haute-Provence.

Céline Bonnard, directrice-adjointe des Archives départementales des Alpes de Haute-Provence.

Delphine Doléon , cheffe du service des publics des Archives départementales des Alpes de Haute-Provence.

2 RUE DU TRÉLUS, 04000 DIGNE-LES-BAINS
TÉL : 04 92 36 75 00 / WWW.ARCHIVES04.FR

